

## La pression monte en faveur de la vente du site de Gandrange

Bercy a apporté hier un soutien inattendu au projet de reprise défendu par la CGT de l'aciérie de Gandrange en Lorraine, menacée de fermeture partielle par Arcelor-Mittal. « *Il y a des intérêts qui se sont manifestés* », a assuré le ministère de l'Économie hier à l'AFP. Hier matin, la CGT locale a devancé ses collègues de la CFDT et la CFE-CGC en présentant son propre « contre-projet » au plan de suppression de 595 emplois (sur 1.110) annoncé en janvier. La CGT estime que « *la seule alternative crédible pour Gandrange consiste à investir entre 110 et 120 millions d'euros dans la construction d'un nouveau four électrique* ». Mais si Arcelor-Mittal refuse un tel investissement, « *une cession du site devrait rapidement être engagée, ce qui implique une recherche de partenaire industriel et financier crédible* », ajoute le cabinet EVS Expertise mandaté par la CGT.

### DÉFENSE DES INTÉRÊTS FRANÇAIS

Ce scénario d'une reprise du site avait déjà été avancé par Nicolas Sarkozy lors de sa visite sur place, le 4 février. « *Soit nous arrivons à convaincre Lakshmi Mittal* », le patron d'Arcelor-Mittal, de revenir sur son plan, « *et nous investissons avec lui, soit nous trouvons un repreneur et nous investissons avec lui* », avait-il dit.

Depuis, l'idée fait son chemin, soutenue également par le groupe de pression Arvennes, qui revendique « *la défense des intérêts français* ». Arvennes, qui s'était fait connaître en défendant des salariés de Sagem lors de la création de Safran, s'appuie notamment sur Alain Grenaut, l'ancien directeur de Gandrange, recruté et licencié par Lakshmi Mittal après son rachat de l'usine lorraine en 1999. « *Si Bercy a connaissance d'un repreneur valable, qu'il le dise* », déclare Edouard Martin, CFDT, ouvertement sceptique. « *Les salariés sont majoritairement hostiles à un scénario qui les ferait sortir du groupe d'Arcelor-Mittal* », ajoute-t-il.